

## Pour moi, intégration cela veut dire exclusion

Je voudrais montrer ce qui est derrière le concept « d'intégration » tel qu'il est manié par la préfecture et au-delà par les partis et les média.

**Pour moi, « intégration » dans les faits, ça veut dire exclusion.** Il s'agit de repousser les gens en leur imposant des conditions très difficiles à remplir, et en rejetant leur dossier à la moindre erreur. Tout est très compliqué, les règles sont toujours plus dures : Par exemple, il faut toujours payer davantage. Le timbre fiscal pour la carte de séjour passe à 250 euros à renouveler tous les ans (350 pour une première délivrance de titre), pour la nationalité, le timbre passe de 50 à 225 euros...

Que ce soit bien clair : ce n'est pas la notion d'intégration en soi qui me pose problème, je trouve normal d'apprendre la langue, l'histoire, les lois du pays où je vis.

Ce qui me pose problème, c'est la façon dont elle est maniée : l'étranger est forcément suspect, il est un ennemi, un terroriste en puissance. Cela induit un changement complet du fonctionnement du pays. Les gens ne s'en rendent pas compte, mais toutes ces règles pour empêcher l'étranger de se sentir du pays et pour dire aux autres : « vous voyez, ils sont trop différents, ils ne peuvent pas s'intégrer », cela révèle aussi plus largement l'exclusion, la division, la peur de l'autre qui sont mises en place dans ce pays. Je fais le lien entre ce qu'ils mettent en place pour « vérifier l'intégration des étrangers », et tout ce qui en découle pour la société dans son ensemble, en particulier le mépris des pauvres, et de tous ceux qui ne correspondent pas à leurs critères. Il est important de faire le lien entre ce qu'on met en place pour les étrangers, pour justifier leur exclusion et la politique de stigmatisation, de mise à l'écart de tous ceux qui ne cochent pas les bonnes cases, même s'ils sont du terroir depuis des générations.

Toute notre vie, on est traités en étrangers, alors que notre vie est ici. J'ai passé 11 ans en situation irrégulière, les seuls moments où je me sentais définitivement étrangère, c'était quand j'allais à la préfecture. Maintenant que je suis en règle, titulaire de la carte de 10 ans, c'est la même chose, je ressens toujours ce rejet : « vous n'êtes pas d'ici ». Ma présence est toujours soumise à conditions, le moindre écart de conduite, la moindre faute reste dans le dossier et le bloque. Cela pousse à la délation, et donne tous les droits aux policiers, aux agents de l'administration, cela autorise la discrimination sans contrôle. Ce n'est pas une question de personnes, les employés de la préfecture peuvent être correctes, c'est le système lui-même qui est dangereux et malsain.

Il pourrait y avoir d'autres conditions : connaître la langue un minimum, travailler, avoir sa famille ici... Cela suffit pour se sentir du pays, et cela devrait suffire pour être reconnu.e comme étant du pays. Pas besoin de toujours mettre les gens en difficulté, de multiplier les contraintes administratives pour pouvoir ensuite les rejeter pour un oui ou pour un non.

Est-ce normal de considérer les gens qui viennent en France pour diverses raisons (climat, économie, persécution, famille, études...) comme dangereux, et cela toute leur vie ? Cela libère la parole et les sentiments racistes, ouvre les bouches d'égoûts. Des gens n'ont plus peur de parler, de dire haut et fort qu'ils n'aiment pas les étrangers, qu'on « n'a rien à faire là », etc... Ces propos sont devenus banals.

Cela crée un sentiment d'exclusion, de ne jamais être chez soi.. On est venus parce qu'on avait envie d'être là, par choix, même si ce choix a parfois été difficile.

C'est chez nous maintenant, on travaille ici, on y vit. Pourquoi faut-il toujours prouver qu'on est intégré ? Que veut dire « intégration » ? Je ne serai jamais blanche aux yeux bleus Il faut accepter les gens comme ils sont, avec leur histoire, leur culture. Cela ne signifie pas que je ne vais pas adopter la culture du pays d'accueil, mais je vais aussi conserver mon histoire propre. Je me sens française, mais je viens aussi d'un autre pays, j'ai aussi cette histoire que je ne peux et ne veux pas nier.

Le regard doit changer : on est ici, on est d'ici. Le traitement des faits divers est révélateur de cette discrimination : si le criminel est d'origine étrangère, c'est toujours mentionné comme si c'était une cause de l'acte criminel et toutes les personnes d'origine étrangère sont montrées du doigt comme étant susceptibles de faire la même chose. Cela permet de cibler toute une population derrière l'acte d'un seul comme si c'était dans nos gènes, une fatalité !

Mais non, c'est un assassin, un violeur, un voleur... il doit être traité comme tel et jugé selon le crime ou le délit commis et non en fonction de son origine ou de son statut.

Par contre je remarque que quand des sans-papiers font des actes héroïques, comme risquer leur vie pour sauver des gens, comme encore récemment à Toulouse, aucun journal n'en fait une généralité et ne dit qu'il faut régulariser tous les sans-papiers !

Le changement ne peut passer que par nous : il faut penser et affirmer qu'on est chez nous, ne pas se sentir coupable mais affirmer que la France est notre pays, et qu'on a le droit d'y vivre à égalité avec les autres habitants.

C'est difficile parce que certains ont intégré l'exclusion, ils ne se sentent pas à leur place, ne se sentent pas chez eux, ils ont peur de parler, ils ont peur de tout. J'ai des collègues qui ne connaissent même pas l'arabe mais qui se sentent étrangers !

Les mêmes qui nous parlent de repli communautaire trouvent normal que les français à l'étranger se retrouvent entre eux. Effectivement, c'est une réaction normale, cela fait partie de la solidarité, et cela vaut pour tout le monde. En même temps, je trouve que la mentalité a beaucoup changé dans les quartiers populaires : par exemple, les femmes s'affirment de plus en plus, la vie fait son œuvre. Il faut bien comprendre qu'un jeune algérien d'ici est très différent d'un jeune algérien qui vit en Algérie. Quand les jeunes d'ici retournent au pays d'origine de leurs parents, ce sont des touristes, ce n'est pas leur pays.

À chacune, chacun de nous de dire où on doit être et de prendre sa place. Ce n'est pas aux autres à nous la donner. Il y a quelques années, les sans-papiers étaient tout le temps appelés « clandestins ». On a dit non, on n'est pas des clandestins, on est des ouvriers qui travaillent sans droit, ce n'est pas pareil. Le mot « clandestins » a été remplacé par « sans-papiers » et beaucoup d'entre nous ont gagné la régularisation par le travail. Quand on se définit soi-même, cela change tout. **Et quand on pense non pour soi seulement, mais pour tous, à partir de principes, on peut trouver sa place, rencontrer d'autres et avancer ensemble.**

*Zoubida,  
Le 21 Mai 2026*